

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaines du 16 décembre 2025 au 5 janvier 2026

*Le Service économique régional de Londres vous souhaite une bonne année 2026 !*

### Sommaire

**Le chiffre de la semaine : l'inflation .....2**

**Le graphique de la semaine .....2**

**En bref .....3**

**Actualités macroéconomiques .....3**

CONJONCTURE .....3

FINANCES PUBLIQUES .....3

MARCHE DU TRAVAIL .....3

POLITIQUE MONÉTAIRE .....4

**Actualités commerce et investissement .....4**

COMMERCE .....4

SANCTIONS .....5

**Actualités financières .....5**

REGLEMENTATION FINANCIÈRE .....5

MARCHES FINANCIERS .....6

## Le chiffre de la semaine : l'inflation

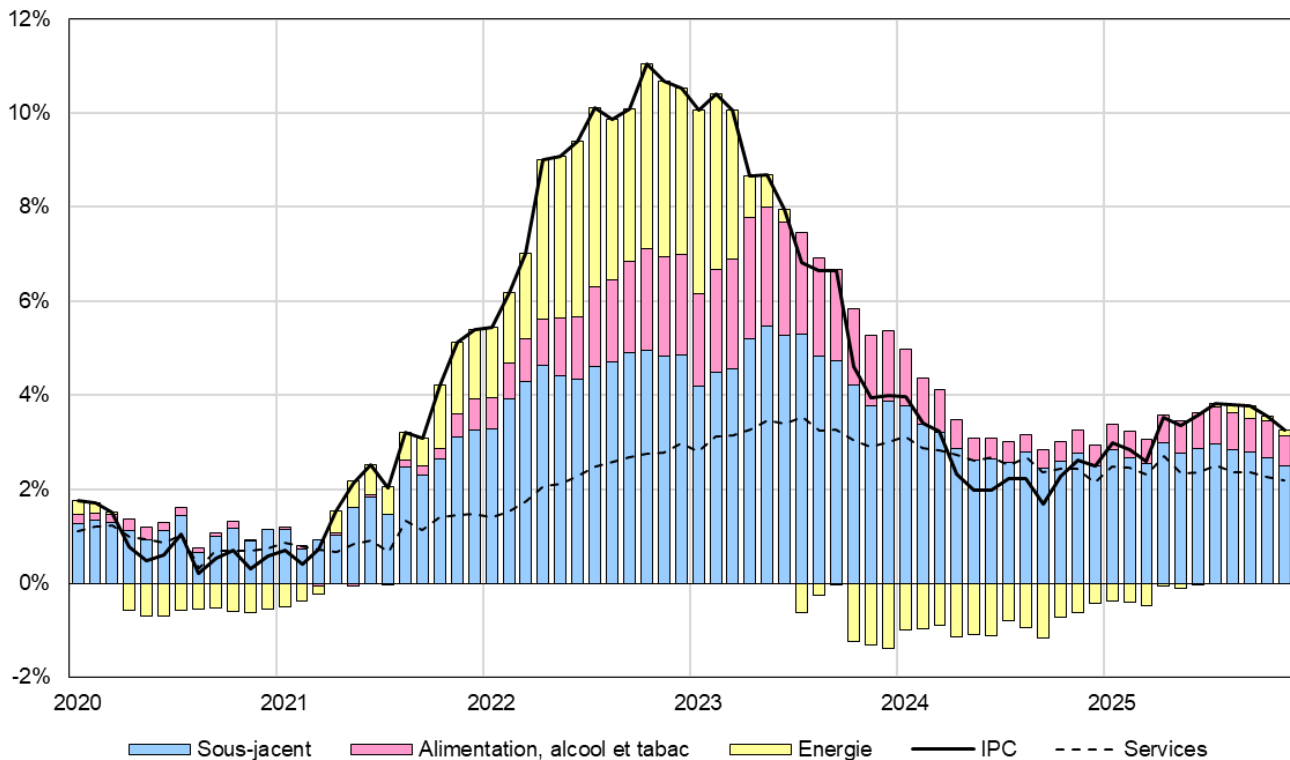
Les dernières données de l'ONS indiquent que l'inflation, mesurée en variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC), s'est établie à **+3,2 % en novembre 2025 (après +3,6 % en octobre)**. Le chiffre est nettement inférieur aux attentes de marché (-0,3 pt) et à la prévision de la Banque d'Angleterre (-0,2 pt). Cette baisse s'explique par un effet de base (-0,1 pt) et un effet courant (-0,2 pt) négatifs. La décomposition de l'IPC permet de constater que l'inflation sous-jacente ralentit à +3,2 % (après +3,4 % en octobre), comme l'inflation des biens alimentaires (à +4,2 %, après +5,2 %). En revanche, l'inflation de l'énergie accélère à +1,9 % (après +1,8 %). Par ailleurs, en observant l'IPC sous l'angle des biens et des services, l'inflation des services s'établit désormais à +4,4 % (après +4,5 %), et l'inflation des biens décélère davantage (+2,1 %, après +2,6 %).

LE CHIFFRE À RETENIR

**+3,2 %**  
(g.a.)

## Le graphique de la semaine

Contributions à l'inflation des prix à la consommation (% , g.a.)



## En bref

- Depuis le 15 décembre, la livre sterling s'est appréciée par rapport à l'euro et a atteint à 1,1538 € (+1,4 %). De même, la livre s'est appréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3496 \$ (+0,9 %).
- Au 5 janvier, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans se maintient à 4,51 % (+0 pdb depuis le 15 décembre), comme le *gilt* à 30 ans qui demeure à 5,24 % (+0 pdb).
- La Financial Conduct Authority ([FCA](#)) annonce qu'elle va développer ses travaux sur le secteur des assurances en 2026 à la suite de la *super complaint* de l'association de consommateur Which? (voir Brèves n° 34 en 2025).
- Le nombre de paiements en open banking a augmenté de 53 % en 2025 au Royaume-Uni, sous l'effet du développement des paiements récurrents variables ([FCA](#)).
- La FCA lance une [consultation](#) sur les règles sur le risque de marché (dont les exigences de capital) pour les entreprises d'investissement non-bancaires, afin de faciliter les transactions de gros et améliorer la liquidité du marché. La consultation court jusqu'au 10 février.

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

La [deuxième estimation](#) de l'ONS confirme une croissance de +0,1 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 mais révisé à la baisse la croissance au 2<sup>e</sup> trimestre. La croissance au T2 s'établirait à +0,2 % (au lieu de +0,3 % dans la première estimation), la demande intérieure étant finalement moins porteuse qu'initialement estimé. La croissance au T3 est confirmée à +0,1 %, portée par la consommation privée et l'investissement, mais freinée par la variation des stocks et les acquisitions nettes d'objets de valeur. En conséquence, l'acquis de croissance pour 2025 s'établit à +1,3 % (−0,1 pt), après une croissance de +1,1 % en 2024. Cet acquis solide provient de fortes contributions de l'investissement (+0,7 pt) et de la consommation privée (+0,6 pt), bien que freinées par le commerce extérieur (−0,5 pt).

### Finances publiques

Depuis le début de l'exercice budgétaire 2025-26, l'emprunt public net atteint 132 Md£, selon l'[ONS](#). En novembre, l'emprunt public mensuel s'établit au-dessus de la [prévision](#) budgétaire de mars de l'Office for Budget Responsibility (OBR). Ce mois-là, le gouvernement a collecté 95,5 Md£ de recettes mais a dépensé 107,1 Md£. De ce fait, le solde mensuel des administrations publiques britanniques a été en déficit de 11,7 Md£ (l'OBR anticipait 8,6 Md£ dans sa trajectoire). L'emprunt public (i.e. le déficit public) cumulé depuis le début de l'exercice budgétaire 2025-26 (depuis avril 2025) atteint 132,3 Md£, soit 10,0 Md£ de plus qu'à la même date l'an dernier, et 16,8 Md£ de plus que la trajectoire prévue par l'OBR en mars. Pour [rappel](#) à l'issue du troisième trimestre 2025, la dette publique (au sens de Maastricht) s'élevait à 101,8 % du PIB. La mesure d'endettement prise en compte dans les [règles budgétaires](#) britanniques depuis octobre 2024 – le passif financier net (PSNFL) – atteint 85,1 % du PIB.

### Marché du travail

L'ONS [estime](#) le taux de chômage à 5,1 % de la population active (âgée de plus de 16 ans) en octobre 2025. L'économie britannique compte 1,83 millions de chômeurs, soit 158 000 de plus qu'au trimestre précédent, quand le taux de chômage s'élevait à 4,7 %.

Il s'agit du [plus haut niveau](#) de chômage en 10 ans, sans compter la période de pandémie (pic à 5,3 %). Le marché du travail compte 16 000 individus en emploi en moins en variation trimestrielle, ce qui porte l'emploi total à 34,2 millions d'individus. Chez les 16-64 ans, le taux d'emploi descend à 74,9 % (après 75,2 %), l'objectif du gouvernement étant d'atteindre 80,0 %. Dans le même temps, le taux d'inactivité s'établit à 21,0 % (16-64 ans) – comme au trimestre précédent – à un niveau proche de son niveau pré-pandémie. Le nombre d'emplois vacants remonte légèrement à 725 000 (après 722 000). Ainsi, le taux d'emplois vacants par chômeur a diminué à 0,40 (après 0,43) pour retrouver son niveau pré-pandémie. Par ailleurs, la croissance annuelle des salaires nominaux ralentit mais demeure élevée, à +4,4 % sans considérer les bonus (après +4,7 % au trimestre précédent). Toutefois, les statistiques du marché du travail doivent être interprétées avec précaution, du fait d'une forte volatilité dans les estimations depuis quelques trimestres et d'un faible taux de réponse au *Labour Force Survey* de l'ONS.

## Politique monétaire

**Le 18 décembre, le Comité de politique monétaire (CPM) a abaissé son taux directeur à 3,75 % (-0,25 pt), les derniers chiffres de l'inflation ayant rassuré une courte majorité de ses membres (5 contre 4).** Les dernières données conjoncturelles rassurent pour l'inflation mais inquiètent pour l'activité, motivant une réduction du taux directeur. En effet, l'inflation ralentit plus rapidement que prévu, passant de +3,8 % en septembre à +3,2 % en novembre. Dans le même temps, la croissance sur le dernier trimestre glissant entre en territoire négatif (-0,1 %) ; et le taux de chômage, à un niveau déjà historiquement élevé, continue d'augmenter (5,1 %). Dans ce contexte, le CPM juge que les risques de persistance de l'inflation sont moins prononcés. Le taux directeur devrait poursuivre sa trajectoire de réduction graduelle, même si tout assouplissement supplémentaire sera de plus en plus discuté.

## Actualités commerce et investissement

### Commerce

**Dans une interview exclusive délivrée à [The Guardian](#), Paul Nowak, secrétaire général du Trades Union Congress (TUC), exhorte le gouvernement britannique à approfondir ses relations avec l'UE au-delà de ce qui a été négocié après le Brexit.** Il plaide notamment pour l'étude d'un éventuel retour dans une union douanière européenne, qu'il considère comme un levier potentiel de relance pour l'économie britannique. Selon P. Nowak, une large partie de l'opinion publique au Royaume-Uni est désormais consciente de la nécessité de renforcer les liens commerciaux et politiques avec l'Europe, d'autant plus que les États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, ne constituent plus un partenaire économique pleinement fiable. Ces affirmations suivent les [déclarations](#) du Secrétaire d'État à la Santé Wes Streeting et du Secrétaire d'État à la Justice David Lammy, soutenant également une adhésion du Royaume-Uni à l'union douanière de l'UE. De son côté, le Premier ministre Keir Starmer a [déclaré](#) lors d'une intervention télévisée à la BBC qu'il jugeait préférable de privilégier un rapprochement avec le marché unique, plutôt que d'envisager une adhésion à l'union douanière dans le cadre du « reset » des relations avec l'UE. S'il admet qu'un rapprochement significatif avec l'UE implique nécessairement certaines concessions, K. Starmer continue néanmoins d'affirmer son attachement aux lignes rouges du Brexit, excluant toute réintégration dans l'union douanière, le marché unique ou la libre circulation des personnes.

Un nouveau [sondage](#) réalisé par la *British Chambers of Commerce* (BCC) auprès de 989 entreprises britanniques, majoritairement des PME, montre que le commerce avec l'UE devient de plus en plus difficile après le Brexit. Plus de la moitié des exportateurs (54 %) estiment que l'Accord de Commerce et de Coopération (ACC) ne facilite pas l'augmentation de leurs ventes en Europe, une proportion en hausse significative par rapport à l'année précédente. Seules 16 % des entreprises jugent que cet accord leur profite, et pratiquement aucune ne considère que le soutien du gouvernement pour gérer les changements de politique commerciale est complet. Les entreprises rapportent qu'elles font désormais face à plus de barrières réglementaires et administratives, notamment à une divergence continue des règles, à des coûts accrus et à une bureaucratie qui pèsent sur leurs échanges avec le marché européen. La BCC [appelle](#) à poursuivre rapidement le « reset » des relations commerciales avec l'UE en 2026, soulignant la nécessité d'accords sur des aspects clés comme les standards sanitaires et phytosanitaires, les échanges de quotas d'émissions carbone, l'électricité et la mobilité des jeunes.

La baisse de la demande mondiale de [whisky écossais](#), en raison des incertitudes liées à la guerre commerciale menée par Donald Trump, a entraîné une surproduction évoquant la crise du « *whisky loch* » des années 1980. Les ventes mondiales de whisky ont reculé de 2,5 % au premier semestre 2025, marquant une troisième année consécutive de baisse après des décennies de croissance, ce qui oblige les distilleries à réduire ou suspendre leur production et à investir massivement dans de nouvelles capacités de stockage. Selon le fournisseur de données IWSR, les ventes de Scotch aux Etats-Unis ont chuté de 6 % sur les neuf premiers mois de 2025, pénalisées par les droits de douane américains de 10 % sur les exportations britanniques, tels que prévus par l'*Economic Prosperity Deal* de mai dernier. L'accord prévoit à terme et sous réserve de négociations supplémentaires une réduction de droits sur les produits agricoles, le whisky écossais étant une priorité pour le gouvernement britannique au vu de la menace qui pèse sur les investissements et l'emploi dans les zones rurales écossaises fortement dépendantes de l'industrie du whisky.

## Sanctions

Le Royaume-Uni a annoncé 24 nouvelles [sanctions](#) ciblant le secteur pétrolier russe. Quatre des plus grandes compagnies pétrolières russes (PJSC Tatneft, PJSC Russneft, LLC NNK-Oil et LLC Rusneftegaz Group) sont visées, représentant plus de 20 Md\$ de revenus et une part croissante des exportations d'hydrocarbures russes. Les sanctions visent aussi à démanteler des réseaux d'évasion, y compris des intermédiaires qui facilitent le commerce illicite de pétrole russe et l'acheminement de fournitures militaires vers la Russie.

Le Royaume-Uni a adopté de nouvelles [sanctions](#) visant des individus et des organisations accusés d'avoir commis des violences contre des civils en Syrie. Le paquet de sanctions vise quatre anciens commandants militaires et chefs de milices, des hommes d'affaires syriens et russes accusés d'avoir financé les activités du régime d'Assad et trois groupes armés, notamment la Sultan Murad Division, la Sultan Suleiman Shah Division et la Hamza Division.

## Actualités financières

### Réglementation financière

Les [autorités fiscales britanniques](#) imposent depuis le 1er janvier aux plateformes de crypto-actifs de recueillir et partager toutes les informations liées à l'historique des transactions de leurs clients. Cela inclut notamment les montants à l'achat, à la vente et les profits effectués. Cette mesure est destinée à renforcer la collecte de l'impôt sur les gains liés aux crypto-actifs et à réduire une non-conformité jugée élevée. Elle



est la conséquence de la participation du Royaume-Uni au *Cryptoasset Reporting Framework* (CARF) de l'OCDE, et les données collectées seront partagées avec les autres juridictions signataires dont les pays de l'UE. En règle générale, les profits générés par la vente de cryptoactifs relève de l'impôt sur les plus-values (*capital gains tax*).

Le [gouvernement britannique](#) lance une consultation sur un nouveau régime d'encadrement des benchmarks financiers. Cette réforme prévoit de créer un *Specified Authorised Benchmarks Regime* (SABR) pour remplacer le cadre hérité de l'Union européenne. Le nouveau régime SABR ne couvrira pas tous les benchmarks mais seulement 10 à 20 % d'entre eux, jugés critiques pour les marchés britanniques par le gouvernement après avis de la Financial Conduct Authority (FCA). La réforme prévoit également un *Overseas Recognition Regime* (ORR) révisé, permettant aux benchmarks étrangers critiques de fonctionner au Royaume-Uni sans réglementation supplémentaire si leur juridiction d'origine est reconnue. Pour les indices étrangers provenant de pays non reconnus, le Trésor britannique envisage plusieurs options, y compris la possibilité de proposer le service via une succursale britannique. La [FCA](#) se félicite de cette initiative et prévoit de consulter prochainement sur les exigences opérationnelles, en lien avec les administrateurs de benchmarks, les utilisateurs et d'autres autorités réglementaires. La consultation se termine le 11 mars 2026, avec une finalisation attendue après le 27 juillet 2026.

## Marchés financiers

Le FTSE 100, indice boursier regroupant les 100 plus grandes entreprises cotées à Londres, a [dépassé temporairement](#) les 10 000 points pour la première fois de son histoire. Cette performance a été saluée par la Chancelière Rachel Reeves comme un « vote de confiance » dans l'économie britannique et conclut une année en hausse de plus de 20 % sur un an (un record depuis 2009 et une performance supérieure à celle du S&P 500). Néanmoins, le [Financial Times](#) relève que la majorité du chiffre d'affaires des entreprises cotées à Londres est effectuée à l'étranger, la performance boursière n'étant pas nécessairement entraînée par la dynamique de l'économie britannique mais aussi par une volonté des investisseurs de diversifier leur portefeuille vis-à-vis des actions technologiques américaines.

La bourse de Londres (London Stock Exchange, LSE) a connu une hausse du nombre des introductions en bourse et des montants levés en 2025. 22 introductions en bourse ont été effectuées (13 sur le marché principal, et 9 sur le marché alternatif Aim) ayant permis de lever 2,1 Md£. Ceci représente une augmentation par rapport aux 16 introductions en bourse de 2024 pour 766 M£. Le [Financial Times](#) rapporte que les analystes s'attendent à une année 2026 prometteuse et mentionne quelques introductions potentielles ; la plus attendue concerne l'entreprise de logicielle norvégienne Visma qui pourrait être valorisée à hauteur de 19 Md£.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)